

Honorable Stéphane Dion, P.C., M.P., Ministre des Affaires étrangères
Honorable Marie-Claude Bibeau, P.C., M.P., Ministre du Développement international
Honorable Chrystia Freeland, Ministre du Commerce international
M. Michael Gort, Ambassadeur du Canada au Costa Rica, Honduras et Nicaragua

CC : Son Excellence Sofía Cerrato, Ambassadrice du Honduras au Canada
CC : Son Excellence Agustín García-López Loaeza, Ambassadeur du Mexique au Canada

18 mars 2016,

Chers Ministres Dion, Bibeau and Freeland et Ambassadeur Gort,

Les organisations signataires expriment, par cette lettre, leur horreur d'apprendre que Nelson García, un autre dirigeant de l'organisation dont faisait partie Berta Cáceres, le Conseil civique des organisations populaires et autochtones du Honduras (COPINH), a été tué le 14 mars.

Au lendemain du meurtre de Berta Cáceres qui a causé une onde de choc et de consternation à travers le monde, il est profondément préoccupant que les personnes derrière ces meurtres se sentent aussi libres et puissantes de continuer d'assassiner des leaders du COPINH et de terroriser les membres de l'organisation de Berta.

Plus de 120 organisations et institutions nationales et régionales du Canadaⁱ ont appelé le gouvernement canadien à condamner le meurtre de Berta Cáceres et à demander au gouvernement hondurien d'appuyer une enquête indépendante et internationale sur l'assassinat. La récipiendaire du prix Goldman Marilyn Baptiste des Premières Nations Xení Gwet'in a également envoyé un messageⁱⁱ demandant une enquête complète et indépendante, mentionnant que le peuple Lenca n'a pas donné son consentement libre, préalable et éclairé concernant les projets de barrages, incluant celui de Agua Zarca, sur la rivière Gualcarque avec laquelle il a un lien spirituel. C'est avec préoccupation que nous soulignons qu'une des compagnies qui fait la promotion d'un éventuel projet sur la rivière est l'entreprise canadienne Hydrosysⁱⁱⁱ.

En réponse aux assassinats de Berta Cáceres et Nelson García, la Société hollandaise de financement du développement (FMO)^{iv} et le Fonds finlandais pour la coopération industrielle (FINNFUND)^v ont suspendu leur aide financière.

Mardi soir, le Réseau de solidarité avec le Honduras (Honduras Solidarity Network) a affirmé qu'un leader du COPINH, Nelson García, avait été assassiné par deux inconnus dans la communauté de Rio Chiquito, dans le département de Cortés. Nelson se rendait chez sa belle-mère pour y dîner après avoir aidé un groupe de familles qui avaient été expulsées de force d'une zone appelée Rio Lindo, dans la communauté de Rio Chiquito, par la police, la police militaire, les soldats et une

unité spéciale d'enquête (DGIC). Même si ces familles avaient construit des maisons sur cette terre deux ans auparavant, leurs maisons et leurs récoltes ont été détruites avec l'aide de tracteurs et de machinerie lourde durant l'expulsion. Immédiatement après le meurtre de Nelson, la police a apparemment déclaré qu'il s'agissait d'un crime commun, tout comme les autorités honduriennes ont fait suite au meurtre de Berta, tentant de faire passer l'assassinat de Berta comme un crime passionnel ou une tentative de vol.

Comment est-ce possible que M. García ait été assassiné moins de deux semaines après Berta, alors que la Commission interaméricaine des droits humains a condamné l'assassinat^{vi} et a émis des mesures de protection afin d'assurer l'intégrité physique et le bien-être des membres du COPINH et de la famille de Berta?

La CIDH a également émis des mesures préventives pour Gustavo Castro, le principal témoin du meurtre de Berta, qui se voit encore refusé son retour au Mexique, malgré la requête formelle de l'Ambassade du Mexique le 10 mars dernier pour que l'alerte migratoire à son nom soit retirée. Le Mexique et le Honduras ont un accord de coopération mutuelle concernant les enquêtes criminelles qui permettrait à Gustavo de continuer sa participation à l'enquête en cours à partir du Mexique. Il n'y a donc aucune raison qui l'oblige à rester au Honduras, loin de sa famille, et de son important travail en tant que défenseur des droits de la personne.

Nous reconnaissons que l'Ambassade canadienne responsable pour le Honduras a fait une déclaration le 3 mars qui condamnait le meurtre de Berta, et demandait une enquête complète et rapide, ainsi que la protection des défenseurs des droits humains. Toutefois, il est impératif que le gouvernement canadien continue de faire pression publiquement et utilise toutes les ressources à sa disposition, pour convaincre les autorités honduriennes de :

- Garantir la sécurité de tous et toutes les membres du COPINH, de la famille de Berta Cáceres et de Gustavo Castro à travers la mise en œuvre des mesures préventives de la CIDH;
- Inclure un groupe d'enquêteurs indépendants internationaux qui ont la confiance de la famille de Berta et du COPINH dans l'enquête en cours sur le meurtre de Berta, avec l'appui de la CIDH. Cette enquête devrait être élargie et inclure les menaces, la criminalisation et les assassinats d'autres membres du COPINH, incluant Nelson Garcia;
- Retirer l'alerte migratoire afin d'assurer le retour sécuritaire et immédiat de Gustavo Castro au Mexique;
- Annuler immédiatement et de façon définitive la concession de la compagnie Desarrollos Energéticos (DESA) pour le projet Agua Zarca, accordée sans le consentement libre, préalable et éclairé du peuple Lenca; suspendre, revoir et annuler toute concession hydroélectrique ou minière sur le territoire Lenca, accordée sans leur consentement libre, préalable et éclairé; ainsi que démilitariser le territoire Lenca et respecter l'autonomie du peuple Lenca.

Étant donné les obligations légales du gouvernement canadien de respecter et promouvoir les droits de la personne à travers le monde, nous vous prions d'abandonner cette politique que le gouvernement a adoptée à l'égard du Honduras^{vii}. Suite au coup militaire de juin 2009, le Canada a nuit aux efforts du retour d'un gouvernement démocratiquement élu au Honduras et il a rapidement appuyé et fait affaire avec les administrations répressives de l'après-coup. En même temps que le Honduras devenait un des pays des plus dangereux pour les défenseurs de la terre et de l'eau, le Canada a fait pression afin que soit adoptée une nouvelle loi minière^{viii}. Il a également conclu un accord de libre-échange qui favorise les investissements canadiens dans ce pays, malgré les conséquences graves que cela implique sur les droits humains et les défenseurs environnementaux^x.

Depuis 2009, plus de 100 défenseurs environnementaux, incluant de nombreux journalistes et personnes impliquées dans d'importantes luttes sociales ont été assassinés^{xi}. On compte parmi ces meurtres celui de Berta Cáceres, qui est devenu le cas le plus connu.

Étant donné cette situation, nous demandons au gouvernement canadien de :

- Couper le financement public canadien au gouvernement hondurien et aux forces de sécurité à travers le Programme de renforcement des capacités anticriminelles (ACCBP) et le Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR);
- Considérant l'absence de consultation libre, préalable et éclairée du peuple Lenca, suspendre tout appui gouvernemental ou public canadien, incluant le financement, l'assurance à l'investissement, les services d'ambassades et services gouvernementaux de toutes sortes, que reçoivent possiblement Hidrosys et tout autre investisseur impliqué dans des projets le long de la rivière Gualcarque;
- Assurer qu'aucune aide canadienne au développement international, ou autre financement ou services, soit utilisée pour appuyer des infrastructures et des mégaprojets qui n'ont pas reçu le consentement libre, préalable et éclairé des communautés affectées;
- Relancer le Sous-comité des droits internationaux de la personne afin de compléter l'étude sur les violations des droits de la personne au Honduras et y inclure une annexe qui porterait sur le rôle du gouvernement du Canada au Honduras durant et depuis le coup d'État militaire de 2009. Il faudrait s'assurer d'une vaste participation du publique aux travaux de ce comité d'enquête.

Nous exhortons le gouvernement canadien à respecter ses engagements pour la protection des droits de la personne, de la justice et de la sécurité, tout en protégeant les droits des peuples autochtones.

Above Ground

Alliance internationale des femmes/International Women's Alliance (IWA)

Alternatives

Americas Policy Group (Canadian Council for International Co-operation)

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Atlantic Regional Solidarity Network (ARSN)

BC CASA/Cafe Justicia

BC Government and Service Employees' Union (BCGEU)

BC Teachers' Federation (BCTF)

Canadian Union of Postal Workers/Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (CUPW-STTP)

Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté, de l'UQAM

Cercle des Premières Nations de l'UQAM

Clayoquot Action

CoDevelopment Canada

Comité de Apoyo al Pueblo Mapuche de Montréal

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

Comité 8 mars des Femmes de diverses origines/ March 8 Committee Women of Diverse Origins

Common Frontiers

Confédération des syndicats nationaux - CSN

Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes

Council of Canadians

Développement et Paix/Development and Peace

Education In Action, Ottawa

L'Entraide missionnaire

Fédération des femmes du Québec (FFQ)

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Friends of the Earth Canada

Groupe de recherche sur les espaces publics et les innovations politiques de
l'Université du Québec à Montréal (GREPIP-UQÀM)

Horizons of Friendship

Inter Pares

Lawyer Rights Watch Canada (LRWC)

Ligue internationale de lutte des peuples/International League of People's Struggle
(ILPS) in Canada

KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives

KAIROS Halifax

Maquila Solidarity Network (MSN)

Maritimes-Guatemala Breaking the Silence Network

Mer et Monde

Mining Injustice Solidarity Network, Toronto

Mining Justice Action Committee, Victoria

Mining Justice Alliance, Vancouver

MiningWatch Canada

Ontario Secondary School Teachers' Federation (OSSTF)

People's Health Movement Canada/Mouvement populaire pour la santé au Canada

Public Service Alliance of Canada (PSAC)

Québec Solidaire

Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)

Rights Action

Sierra Club BC

Solidarité Laurentides Amériques centrale (SLAM)

Solidarity Halifax

Stop The Institute, Vancouver

Union of BC Indian Chiefs (UBCIC)

Union Paysanne

The United Church of Canada

United for Mining Justice

United Steelworkers

University of British Columbia (UBC) Social Justice Centre

Victoria Central America Support Committee

ⁱ <http://rabble.ca/blogs/bloggers/comfront/2016/03/assassination-bertha-c%C3%A1ceres-sparks-outrage>

ⁱⁱ <http://www.nationalobserver.com/2016/03/15/news/canadian-winner-goldman-prize-demands-investigation-murder-bertha-c%C3%A1ceres>

ⁱⁱⁱ <https://www.google.ca/webhp?sourceid=chrome-instant&ion=1&espv=2&ie=UTF-8#q=Hydrosys+Honduras>

^{iv} http://www.oas.org/en/iachr/media_center/PReleases/2016/024.asp

^v http://www.development-today.com/magazine/Frontpage/finnfund_suspends_disbursements_to_honduran_dam_project

^{vi} http://www.oas.org/en/iachr/media_center/PReleases/2016/024.asp

^{vii} <http://www.coha.org/canadas-controversial-engagement-in-honduras/>

^{viii} http://miningwatch.ca/sites/default/files/Canada_and_Honduras_mining_law-June%202012.pdf

^{ix} https://www.devp.org/files/IMCE/files/blogue/honduras_ndp_letter.pdf

^x http://www.ccic.ca/_files/en/working_groups/Canada_Honduras_FTA_HR_Report_2014.pdf

^{xi} <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/how-many-more/>